Ensemble

Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°220 - Jeudi 25 novembre 2010

Réunion militante à Nort-sur-Erdre

Cantonales 2011 :

LES SOCIALISTES PRÉPARENT LEUR PROJET

Rétablir une République vertueuse

Rappelons-nous les trois mythes fondateurs de la République après 1789 : Liberté, Égalité et Fraternité. Superbe devise malmenée par la droite au pouvoir depuis bientôt 10 ans.

La liberté ? Elle est menacée avec des journalistes à qui l'on vole les ordinateurs portables et entrave la source de leurs informations comme dans l'affaire Bettencourt. Récemment, les manifestants contre la venue à Paris du président-dictateur chinois ont été violemment chassés par la police française. Malgré la comédie sarkozienne sur Guy Môquet il y a trois ans, Sarkozy déteste les communistes, ce qui ne l'empêche pas aujourd'hui de recevoir en grande pompe le président de la Chine communiste pour signer des contrats : l'argent n'a pas d'odeur…

L'égalité ? Sarkozy ne veut pas en entendre parler. Sa « présidence » est celle des passe-droits, des copains grands patrons et des coquins malins que l'on sert à coups de millions d'euros. Cela ressemble fort à une ploutocratie que le mot égalité fait sourire tant il est pour eux irréel.

La fraternité est tout autant écornée. Sarkozy passe son temps à opposer les Français les uns contre les autres. Il est le chantre d'un libéralisme déchaîné prônant l'individualisme et l'argent comme valeurs suprêmes. Ses contre-réformes vont systématiquement à l'encontre de la solidarité qui fonde notre pacte républicain depuis 1945 : fiscalité, sécurité sociale, retraite, les exemples sont nombreux.

Il est donc du devoir du PS de retrouver le chemin d'une République vertueuse dont la devise serait de nouveau respectée. L'égalité est un combat politique toujours à mener qui doit s'inscrire dans la réalité de la vie des Français. La Convention « égalité réelle » a donc fait des propositions qui vont dans ce sens et ce sera l'honneur de notre parti de les inclure dans notre projet 2012. Elle fixe notamment des objectifs concernant l'emploi, les salaires, la fiscalité, les services publics, l'éducation, la formation et l'égalité homme-femme. Un beau début de programme qui reprend des propositions élaborées par les socialistes depuis des années.

Quand nous reviendrons au pouvoir, nous devrons être en capacité de les appliquer concrètement comme nous avons su le faire dans les collectivités locales où nous sommes élus. Si nous voulons redonner du sens à la politique et de l'espoir aux Français, alors nous devrons en 2012 savoir être audacieux et crédibles : le texte de la Convention « égalité réelle » en constituera une matrice.

Fabienne RENAUD
Secrétaire fédérale à la parité

Martin TAKOUDJU
Secrétaire fédéral en charge de la diversité

Pour plus de justice en Palestine

Avec une délégation de 17 militants associatifs et politiques de Nantes et St-Herblain, je reviens de Palestine, d'Israël et du Golan. Nous avons été reçus par M. Hassan S. El-Hussein (Fatha), Maire de Jéricho et M. Victor Batarseh, Maire de Bethlehem ; par M. Kamel Hemeil (Fatha) le Gouverneur de Jéricho ainsi qu'au Parlement palestinien par deux députées Fatha de Cisjordanie et deux députés du Hamas de Gaza. Nous avons évoqué la situation sociale et la grande précarité due au chômage dans les villages et les grandes villes en Cisjordanie et à Gaza. M^me^ Khalida Jarrar, députée, nous a fait part de la vie carcérale des 7 000 prisonniers politiques dont 37 femmes et 289 enfants qui sont traités sans ménagement. Parmi ces prisonniers, 20 % ont plus de 25 ans de prison derrière eux. En Israël, nous avons été reçus par le député-maire de Nazareth et l'association des droits de l'Homme au Golan.

Un jeune travailleur palestinien attendant un bus depuis des heures devant le check-point de Ramallah

« QUELQUES HEURES D'EAU PAR SEMAINE AUX PALESTINIENS À LA DIFFÉRENCE DES COLONIES »

Cette mission avait pour but d'apporter notre soutien de solidarité aux Palestiniens durement éprouvés par la colonisation et d'échanger sur les conditions d'avenir des Palestiniens à Jérusalem Est. Les problèmes au quotidien sont notamment ceux de l'eau qui coule quelques heures par semaine pour les Palestiniens mais toujours disponible pour les 142 colonies. À Bethlehem le mur à réduit la superficie de l'ensemble du district de 31 km² à 21,7 km² ce qui lui a fait perdre ses ressources agricoles. N'oublions pas ces Israéliens du « mouvement des enfants du pays » qui proclament courageusement vouloir un pays démocratique et laïque, où Israéliens et Palestiniens seraient à égalité de droits. À ces hommes et à ces femmes courageux nous avons promis de témoigner.

Jean-Claude VALOMET
Délégué fédéral au Proche et Moyen Orient

Interview de Benoît Hamon

« Lutter contre toutes les injustices »

Benoît Hamon préside la Convention nationale « égalité réelle ». Il répond à ce titre à nos questions sur ce thème.

• La lutte contre les inégalités sera sans doute l'un des grands axes du projet socialiste pour 2012. À quoi correspond exactement l'expression « égalité réelle » ?

L'égalité est un terme fort. Les Français y sont d'ailleurs particulièrement attachés, les récentes mobilisations autour de la réforme des retraites le prouvent. Pourtant, l'égalité est un mot dévoyé par la droite. En affirmant « égalité réelle », les socialistes souhaitent sortir de l'idée qu'il suffirait d'organiser une compétition équitable pour que la société progresse. Nous souhaitons reprendre la marche du progrès et que l'égalité soit le moyen de lutter contre toutes les injustices.

• Quels seront les domaines prioritaires d'application de l'égalité réelle ?

Les discussions ne sont pas achevées et le projet évoluera encore. Je peux donner des pistes autour de 3 objectifs :

Rapprocher les situations, grâce à la politique salariale et fiscale : nous proposerons par exemple d'augmenter les salaires, de lutter contre l'emploi précaire en majorant les cotisations sociales des entreprises qui y ont recourt, de créer un grand impôt progressif par la fusion entre la CSG et l'impôt sur le revenu et de rétablir l'impôt sur les successions. Alors que les inégalités territoriales ne cessent de croître, nous faisons face à un enjeu de réunification nationale : à travers une politique qui associe l'humain à l'urbain, nous donnerons la priorité aux territoires ruraux et populaires pour garantir les services publics, l'emploi et les transports.

Protéger l'ensemble de la population grâce aux services publics : nous nous donnons comme objectif de baisser le coût du logement pour qu'il représente moins de 25 % du budget des ménages. Pour lutter contre les inégalités sanitaires, nous encadrerons la médecine libérale en passant du paiement à l'acte au paiement au forfait et en régulant les installations sur le territoire. Nous créerons de nouveaux services publics, notamment sur l'eau et l'électricité.

Permettre la mobilité et lutter contre les discriminations : notre principal levier sera l'éducation et la formation, avec notamment la scolarité obligatoire dès 3 ans. Pour répondre aux aspirations de la jeunesse en mal de perspectives d'avenir, nous mettrons en place une allocation d'autonomie et une aide à la recherche du 1er emploi. Féministes, nous nous battrons contre les discriminations que subissent les femmes sur le marché du travail ou dans la vie publique.

• Avec quels leviers politiques et financiers rendrons-nous possibles ces objectifs si nous revenons au pouvoir en 2012 ?

D'abord, certaines de nos propositions comme la suppression du redoublement ou l'encadrement de la médecine libérale permettent de faire des économies.

Ensuite, je l'ai toujours dit, à politique budgétaire et fiscale identique, nous ne pourrons rien faire. Il nous faudra aller chercher des marges de manœuvres supplémentaires. Cela passera notamment par une autre répartition des richesses entre le capital et le travail. Augmenter les salaires

par exemple, permet d'augmenter les cotisations sociales et d'augmenter le pouvoir d'achat, donc la consommation. Enfin, il faut surtout faire la distinction entre un coût et un investissement : mettre le paquet sur la petite enfance, l'éducation, la jeunesse permet de préparer l'avenir et, comme le démontrent les études de l'OCDE qui ne peut être soupçonnée de marxisme, de créer de la croissance et des richesses. Cela passera notamment par l'instauration d'un État prévoyant : un État qui prévient plutôt qu'un État qui ne fait que réparer. Si nous nous attaquons dès la racine aux inégalités, nous les ferons reculer.

Si nous arrivons au pouvoir en 2012, la situation ne sera pas simple, les comptes publics auront été dégradés par des années de droite libérale. Pourtant, nous aurons des points d'appui : le suffrage universel qui aura validé notre projet politique nous donnera une force importante pour le mettre en œuvre. Nous pourrons également nous appuyer sur le mouvement social. La mobilisation sur les retraites l'a montré : les Français en ont assez du chacun pour soi et défendent un système solidaire. À nous d'incarner la traduction politique de leurs aspirations.

D'autres grandes lignes du texte de la Convention :

- **Enfance :** Tout enfant, à partir de 2 ans doit pouvoir être prise en charge par le système scolaire de l'école maternelle.
- **Éducation :** Mise en place d'une semaine de 5 jours éducatifs en lien avec les collectivités locales et les associations périscolaires. Droit à la scolarité jusqu'à 18 ans.
- **Logement :** Construction annuelle de 150 000 logements sociaux aux normes HQE (haute qualité environnementale). Les pénalités seront quintuplées pour les communes ne respectant pas leurs obligations en termes de logements sociaux.
- **Discriminations :** Sur 5 ans, diviser par deux les écarts de salaires entre hommes et femmes notamment en majorant les cotisations patronales pour les temps partiels.

Le texte sur « l'égalité réelle » sera soumis au vote des militants le 2 décembre.

Analyse de Rémi Lefebvre,
professeur de sciences politiques à l'Université de Lille

Le retour de la question sociale

Idéologiquement, ce mouvement a été un moment important qui restera dans les mémoires militantes et qui pèsera peut-être sur les rapports de forces politiques en vue de la présidentielle. La gauche a essayé de défaire une série de dogmes libéraux, au premier rang desquels l'équation entre évolution démographique et réforme des retraites. Elle a tenté de « dénaturaliser » certaines évidences du sens commun libéral (« il faut forcément travailler plus quand on vit plus longtemps »…). Elle a imposé la prise en compte de la pénibilité… La dynamique sociale a été profonde, avec des mobilisations importantes et répétées. La coagulation des forces sociales peut inciter à l'optimisme pour l'avenir. Le mouvement marque-t-il un tournant dans le quinquennat ? Il est trop tôt pour le dire. L'avantage pour la gauche dans cette séquence, c'est qu'elle redéfinit l'agenda politique autour de la question sociale et de la redistribution des richesses. Est-ce que ça sera durable ? Tout l'enjeu pour la gauche est là.

Ce mouvement a été aussi le creuset d'une dynamique unitaire, l'occasion pour la gauche tant partisane que syndicale de serrer les rangs. Et globalement l'unité, même conjoncturelle, l'a emporté. La gauche a été globalement unie. Le rapport de forces avec le gouvernement imposait l'unité. Cependant l'étiolement du mouvement desserre cette contrainte de l'unité et ouvre à nouveau la boîte de Pandore. Dans la perspective du premier tour de l'élection présidentielle, les uns et les autres, Mélenchon notamment, vont désormais tout faire pour se démarquer. Et ces stratégies vont sans nul doute prendre le pas sur la dynamique interne.

Le PS a rétabli son image et sa crédibilité : il est apparu solidaire du mouvement social, respectueux de l'unité syndicale et offensif aux yeux des manifestants. Il n'est plus illégitime, pour un socialiste, de participer à un cortège. Alors qu'il y a peu, il y recevait injures, quolibets et boules de neige… Le mouvement social a fonctionné pour le PS comme un rite de réparation et lui permet de retrouver une certaine légitimité dans le paysage social.

La position du PS n'est pas exempte d'ambiguïtés. Il a globalement construit une ligne équilibrée : élargissement des sources de financement, prise en compte de la pénibilité… Sur les retraites, pour donner des gages à gauche, le PS maintient l'idée de l'âge légal et conserve le symbole des 60 ans. Mais il entérine aussi l'allongement de la durée de cotisation. En clair, alors qu'il avait contesté la réforme Fillon en 2003, il l'a aujourd'hui acceptée.

Martine Aubry a personnellement marqué des points. Le mouvement présente pour elle un bénéfice collatéral : affirmer son leadership et marquer à gauche le centre de gravité du PS.

L'enjeu, c'est désormais la bataille idéologique pour la prochaine présidentielle. Il s'agit de structurer le débat autour de cette thématique sociale, de proposer une offre politique attractive et des mesures symboliques. Comme en 1997, avec les 35 heures, la CMU ou les emplois jeunes. Mais la fin du mouvement, c'est aussi le début des primaires. Le risque, c'est qu'on rentre dans une personnalisation du débat. Peut-on mener la bataille idéologique tout en rentrant dans cette logique, forcément mortifère, de sélection du candidat ?

Rémi Lefebvre est co-auteur avec Frédéric Sawicki du livre *« La société des socialistes »* paru aux éditions Du croquant.

Interview de Christophe Hiou

« Rendez-vous en 2012 »

Le leader syndicaliste CGT du mouvement à la raffinerie de Donges revient sur ces semaines de mobilisation exceptionnelles.

• Quel bilan fais-tu du récent mouvement sur les retraites ?

La réflexion à la raffinerie sur la réforme des retraites a commencé le 20 août avec des explications sur le projet gouvernemental concernant les retraites. Une 1re grève de 72 heures a eu lieu le 7 septembre. Le 23, la CFDT nous a rejoints pour 48 heures de grève. À partir du 12 octobre, la raffinerie a été arrêtée. Les AG successives ont mobilisé de plus en plus de monde. Cela a permis de sensibiliser les salariés sur les enjeux du mouvement. D'une façon plus générale, il a exprimé le malaise social latent en France. Face au refus de dialogue du gouvernement, la mobilisation s'est amplifiée au fil du temps et a été portée par un élan de solidarité qui restera dans les mémoires. Tout le monde a compris que les forces du peuple doivent converger quand il y a un danger et cette « réforme » en est un pour nous tous. Par la suite, et malgré la mobilisation conséquente, cette loi a été votée. Les partis politiques de gauche, censés représenter le peuple, devront prendre leurs responsabilités en 2012 en répondant à l'élan populaire qui s'est exprimé.

• Comment cet élan populaire va-t-il perdurer ?

Le mouvement va prendre d'autres formes pour résister encore à la politique gouvernementale notamment sur la fiscalité ou la sécurité sociale. Tous les acteurs ont un rôle à jouer : chômeurs, étudiants, salariés, retraités, syndicats et partis politiques. Nous devons continuer de militer pour que progresse la conscience populaire qui s'est réveillée pendant ce conflit, et soutenir tous ceux qui luttent.

• Cela se traduira comment politiquement ?

Par la voix des urnes en 2012. Même s'il y a beaucoup de gens qui pensent que tous les partis politiques se valent, et qu'il n'y a, par conséquent, aucun intérêt à se déplacer pour voter, je crois que ce mouvement aura mis en évidence l'intérêt du suffrage universel. Je pense, par ailleurs, que le PS a déjà trahi, à de multiples occasions, la classe ouvrière, et que ce mouvement permettra peut-être de lui rappeler ses origines socialistes. À ce sujet, le mouvement a permis, chez des élus et militants socialistes, une interrogation sur la nécessaire prise en compte des attentes des classes populaires tandis que la droite refuse le dialogue social ! Après avoir fait taire par le service minimum les routiers, la SNCF ou l'Éducation nationale, la droite s'attaque maintenant aux raffineurs. Quand les responsables de la droite parlent de dialogue social, ça me fait bien rire ! Ils n'en veulent pas et sont très éloignés des réalités vécues par les Français.

Collectif : la retraite, une affaire de jeunes

En grève jusqu'au(x) retrait(es) !

Le collectif « la retraite, une affaire de jeune » existe depuis un peu plus de quatre mois en Loire-Atlantique. Regroupant la quasi totalité des organisations de jeunesse de gauche, notre but est simple : informer, mobiliser et lutter contre une réforme inique, injuste et irresponsable.

Inique de par sa forme. Le gouvernement fait preuve d'un excès d'autoritarisme sans précédent. Aucun débat sur le fond avec les partenaires sociaux n'a été envisagé. Le passage de la réforme devant l'Assemblée nationale a été marqué par un déni des règles propres à la Chambre. Enfin, le gouvernement, par un vote unique, éloigne tout risque de débat. La question de la pénibilité est volontairement confondue avec le handicap, et cela au mépris du droit de tous à une retraite digne et en bonne santé. Présenter cette réforme comme découlant de l'allongement de l'espérance de vie est un argument sans fondement, car travailler plus longtemps, c'est vivre moins vieux. La contestation populaire est méprisée et infantilisée. Le gouvernement répond à celle-ci par des concessions minimes et ridicules qui ne sauraient, bien évidemment, nous contenter. Nous ne sommes pas égaux face à cette loi.

Injuste également. Car si une réforme est effectivement nécessaire, la crise financière ayant causé un déséquilibre financier, ce n'est pas sur l'effort des salariés que doit reposer la quasi totalité de celle-ci. Le capital n'est que peu ou pas taxé. Injuste, car cette réforme crée de grandes disparités entre les travailleurs. Les femmes sont à nouveau lésées, aggravant les inégalités déjà existantes. Nous, jeunes, en seront les premières victimes. Empêcher nos aînés de partir à la retraite entraîne logiquement une augmentation de la difficulté pour les jeunes à trouver un premier emploi stable. Par ailleurs, les seniors sont déjà en majorité au chômage ou en pré-retraite à partir de 58 ans. Cette réforme n'entraînera que l'abaissement des pensions, pourtant déjà faibles.

Irresponsable enfin car le projet est d'ores et déjà déficitaire. 20 milliards d'euros de déficit sont prévus dès 2020. On ne peut en déduire qu'une seule et unique intention : la privatisation de nos retraites. Concrètement, cela entraînera la fin du système de retraite solidaire, par répartition, au profit d'un système individualiste, par capitalisation.

Nous réclamons le retrait de cette réforme ! Nous exigeons la retraite à 60 ans pour tous et toutes. Pour ce faire, nous voulons la prise en compte dans la durée de cotisation des périodes d'inactivités forcées, des années d'études et de formation, et la taxation du capital !

Colloque de Rezé : les communes de gauche dans l'estuaire

Histoire du socialisme municipal

La revue Place publique a organisé en novembre avec la Ville de Rezé, un colloque sur les communes de gauche dans l'estuaire de 1900 à 1960. L'occasion de faire le point, notamment avec des intellectuels, sur l'histoire du socialisme municipal.

L'estuaire est historiquement une terre ancrée à gauche par sa population jadis ouvrière travaillant dans les chantiers navals et les industries nantaises. La traduction politique de cette sociologie s'est manifestée dans la 1re partie du 20e siècle par des majorités socialistes ou communistes durables dans plusieurs communes tout au long de la Loire de St-Nazaire à Nantes. Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'Université de Lille, a fait une analyse politique et historique de la période : on peut en ressortir plusieurs points.

1 Le socialisme français : importance de l'ancrage local

« Contrairement aux autres pays européens, le PS français n'est pas un parti de masse, il a peu de liens avec les syndicats et les ouvriers, et n'exerce pas durablement le pouvoir national jusqu'en 1981. C'est notamment parce qu'en France, on a d'abord un socialisme municipal depuis le début du 20e siècle. Cela représente une force, des moyens et un maillage territorial d'élus locaux. (…) En Allemagne et en Grande-Bretagne, la gauche s'est structurée en lien avec les syndicats et les entreprises, en France, elle se structure par rapport aux communes.

Il y a un siècle, la SFIO est divisée entre les possibilistes représentant le socialisme municipal et les maximalistes autour de Jules Guesde. On retrouve ce débat dans les années 70 avec Rocard et Chevènement. 1977 marque une réactivation de la politique communale de gauche avec la vague rose aux municipales ».

2 Le socialisme municipal au 20e siècle

« Roubaix est la 1re ville à élire un socialiste à la fin du 19e. C'est un ouvrier. D'autres victoires suivront : les cantines et crèches municipales sont des symboles de gauche et des attaques contre le patronat qui avait aussi ses crèches et cantines. Les socialistes essaieront d'ouvrir des pharmacies gratuites mais les préfets s'y opposeront. L'indemnisation des élus est demandée par les élus ouvriers qui n'ont que leur salaire pour vivre. La droite, bourgeoise et rentière, y était opposée. (…)

L'entre-deux-guerres est l'âge d'or du socialisme municipal. C'est le temps des colonies de vacances, de l'éducation populaire, des piscines publiques permettant un accès à l'hygiène. Les élus locaux socialistes gagnent leurs galons de bons gestionnaires. Parfois trop : dans les années 50 et 60, au temps de la SFIO de Mollet, on leur reproche d'être devenus de bons administrateurs dépolitisés et consensuels. La SFIO est alors un parti d'élus et de notables cumulant les mandats, incarnant une personnalisation du pouvoir et n'ayant plus le souci de transformer la société ».

3 Relation PS-PC

« Le PC, pour contrôler ses élus, interdit le cumul des mandats contrairement à la SFIO où il apparaît dans les années 20 avec des maires devenus députés. Aujourd'hui, le PC n'a plus beaucoup de militants, le parti vit donc grâce aux indemnités de ses élus qui

ont donc pris le pouvoir au sein du PC : c'est une transformation historique importante dans un PC traditionnellement basé sur ses nombreux militants. (…) Dans les années 50, la SFIO s'allie avec le MRP, l'alliance avec le PC débutant dans les années 70, période où commence l'inversion du rapport de force à gauche entre le PC et le nouveau PS issu du congrès d'Épinay ».

Au cours du débat, la question du rapport entre pouvoirs économique et politique a été posée avec notamment une question de Laure Després, professeur de sciences économiques à l'Université de Nantes, qui s'est interrogée au sujet des mairies faisant appel à des entreprises internationales privées pour la gestion de services publics.

La table ronde de l'après-midi s'est structurée autour de l'intervention de Goulven Boudic, professeur de sciences politiques à l'Université de Nantes.

Il a posé la question suivante : *« Quel électorat est représenté par les élus de gauche ? Il y a un siècle, la réponse allait de soi, la gauche représentait d'abord les ouvriers et les classes populaires. Aujourd'hui cela n'est plus évident du tout. Pourquoi ce renversement ?*

1-Les villes autrefois industrielles et ouvrières ont changé. Et être ouvrier n'est pas en 2010 la même chose qu'en 1950, notamment sur le plan de la conscience de classe et du vote politique.

2-La question du logement avec un renchérissement très fort depuis 10 ans, qui chasse loin des villes les populations modestes désireuses d'accéder à la propriété ».

Le maire de Rezé, Gilles Retière, a répondu à Goulven Boudic que *« Rezé n'est plus en effet la ville ouvrière qu'elle était jadis mais les gens continuent de venir y habiter car c'est une commune de gauche soutenant les plus faibles ».* Il a ajouté : *« Je me méfie de l'État et je ne veux pas en être dépendant dans ma gestion locale. Je ne cherche pas non plus de mandat national ».* Un bon exemple de socialisme municipal assumé. Il ne faut pas oublier pour autant que dans un pays centralisé comme la France, les grandes réformes se font au niveau national. Rendez-vous en 2012 !

À lire : la revue *« Place publique »* de novembre-décembre 2010 avec un dossier sur les communes de gauche dans l'estuaire : les premières conquêtes.

Préparation du projet de la gauche aux cantonales

Assumer ses responsabilités malgré un État démissionnaire

La majorité de gauche du Conseil général a sillonné le département en octobre et novembre pour aller à la rencontre des militants socialistes. Objectif : débattre du futur projet de gauche pour les cantonales de mars 2011. En novembre, une soirée a eu lieu à Nort-sur-Erdre.

Les élections de 2011 se dérouleront sur 30 cantons renouvelables dont 22 à gauche (21 PS et un Vert), un sans étiquette à Riaillé et 7 de droite. Sur les 29 candidats PS (on ne met personne à Riaillé) il y aura 14 femmes. Après une présentation des candidats des cantons de Nort-sur-Erdre et des environs (Blain, Derval, Guémené et Rougé), un débat a eu lieu autour de 3 axes.

1 Un département acteur de la solidarité entre ses territoires

Depuis 2004, les crédits alloués au logement social ont été multipliés par 8. La déviation sud de Châteaubriant a été inaugurée le 5 novembre. La ligne tram-train Nantes-Châteaubriant est prévue à moyen terme. Dominique Michenot de Treillières est intervenu pour rappeler la nécessité *« de préserver des zones agricoles au sud de la CCEG (Communauté de communes d'Erdre et Gesvres). On peut soutenir les circuits courts : produire et vendre localement par exemple auprès des cantines de collèges et des maisons de retraite. Il y a là un potentiel que le Département pourrait appuyer. Par ailleurs, le projet d'aéroport aura, s'il se fait, un impact très fort sur le territoire avec un afflux de population et des gens qui passeront par Treillières pour aller travailler à NDDL. Il faudrait dans ce cas assumer ces déplacements avec des transports en commun efficaces : un tram-train ? Des cars LILA plus nombreux ? À voir ».*

Patrick Mareschal a évoqué alors la question du contournement de Nantes qui bloque au niveau de l'État. *« À ce propos, on va attaquer le préfet au tribunal administratif. L'idée est un grand contournement passant par Ancenis, Nort, Blain et Savenay. En plus de l'État qui freine pour les financements, des riverains sont contre,*

ce sera donc difficile. On fera plutôt des aménagements sur des routes existantes ».

Autre exemple, la D178 de Carquefou à Nort : elle mériterait un aménagement et une déviation au sud de Nort-sur-Erdre : on en parle depuis 30 ans. En 2004, la nouvelle majorité départementale de gauche était pour, mais là aussi l'État bloque. Cette démission de l'État est un problème : il ne met plus les moyens financiers nécessaires et laisse les collectivités locales se débrouiller.

Pascal Bioret de Châteaubriant a souhaité que *« le tram-train soit abordable au niveau tarifs et il ne devra pas stopper les lignes LILA à 2 € qui connaissent un grand succès. On souhaiterait aussi une liaison reliant Châteaubriant à la côte atlantique l'été ».* Sur ce point, *« il y a peu de chances que cela soit possible »* a répondu Yves Daniel car *« cela coûterait trop cher, de l'ordre de 50 000 € par saison ».*

2 Le Département économe des ressources et des espaces

La mise en place du réseau de cars LILA à 2 € le trajet est un atout formidable pour la mobilité sur le territoire départemental. L'usager ne paie que 15 % du coût total du transport, le reste étant pris en charge par le Conseil général. Emile Savary, maire de Treillières, a rappelé *« l'importance d'avoir une approche particulière des transports en zone périurbaine ».* André Lépicier de Moisdon-la-Rivière a par ailleurs souligné *« qu'il faudrait penser à répartir les emplois sur le département et ne pas tout concentrer autour de Nantes comme c'est le cas actuellement. Ainsi, les problèmes de transports domicile-travail seraient beaucoup moins épineux et on aurait un aménagement du territoire plus équilibré ».*

Patrick Mareschal a reconnu que la question du transport sur le territoire d'Erdre et Gesvres est devenue *« majeure depuis quelques années suite à un afflux de population. Le tram-train coûte très cher et il faut donc du temps. Mais d'autres moyens de transport existent comme la voiture ou les cars LILA ».* Emile Savary a répondu *« qu'il ne faudrait pas tout sacrifier financièrement au projet d'aéroport ».*

3 L'écoute des citoyens

Henri Baron a pris la parole pour expliquer *« qu'une enquête a été menée par une équipe de militants sur la médecine dans la région de Châteaubriant. Il en ressort que 40 % des médecins de cette zone seront à la retraite dans 10 ans. Le problème est qu'ils n'ont pas de successeurs. Notre groupe de réflexion a donc fait des propositions pour anticiper la situation : un accueil pour les jeunes médecins avec de bonnes conditions de travail notamment dans des Maisons médicales de proximité, permettant un temps partagé avec d'autres médecins pour une meilleure qualité de vie. En effet, il est clair que les jeunes médecins font du temps libre et de la vie de famille une priorité, sans doute davantage que leurs aînés. J'ai lu dans le projet de la majorité départementale de gauche la construction de 70 bibliothèques, je souhaite y voir bientôt la réalisation de 70 Maisons médicales dans les zones rurales du département ! »*

Canton de Saint-Nazaire Ouest

Le 18 novembre, les militants du canton ont voté l'investiture à Annaig Cotonnec, secrétaire de section PS de Saint-Nazaire. Elle aura pour suppléant Christophe Cotta.

Portrait de Violaine Lucas

Ceux qui vivent sont ceux qui luttent

« Quand je défile dans la rue, c'est à eux que je pense ». Les pensées de Violaine vont alors à son grand-père paternel, ouvrier dans une scierie morbihannaise, et à sa grand-mère maternelle, qui fut cuisinière toute sa vie sans être déclarée et donc sans droit à la retraite. Faute d'argent, elle fut contrainte de placer sa fille, la mère de Violaine, en orphelinat. *« Les religieuses n'ont pas voulu que ma mère fasse d'études, alors qu'elle en avait les capacités, parce qu'elle était une fille et d'un milieu pauvre… »* Ces origines modestes, la difficile condition faite aux femmes, ont façonné la conscience politique de Violaine. Après une maîtrise de lettres à Nantes, elle obtient son CAPES de lettres modernes à 23 ans et démarre sa carrière d'enseignante à Bellevue avant d'intégrer le lycée nazairien Aristide Briand où elle a été élève. Avec des collègues, elle anime en 2003 le mouvement contre la réforme des retraites Fillon.

Cette même année, elle fait venir Gisèle Halimi dans son lycée pour un débat sur les droits des femmes. Elle s'engage ensuite à l'association « Choisir la cause des femmes » fondée par Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir. C'est le début d'un combat pour la « Clause de l'Européenne la plus favorisée ». Il s'agit de niveler par le haut les droits des femmes en Europe autour de 5 thèmes : choisir de donner la vie, la famille, la représentativité politique, le travail et les violences. Violaine fédère une équipe de 15 militantes pour rédiger un texte autour de ces propositions. Il s'ensuit alors un colossal travail militant pour faire connaître et reconnaître ce texte dans les instances politiques française et européenne. Violaine passe bénévolement tous ses weekends à Paris en plus de son travail. *« Nous avons rencontré des commissaires européens dont la vice-présidente Margot Wallström et Vladimir Spidla du PSE, les présidents des groupes parlementaires européens, les députés femmes du PSE, tous les candidats à la présidentielle de 2007 sauf Sarkozy, Le Pen et…Royal qui ont refusé de nous recevoir »*.

Fin 2008, Violaine prend du recul avec l'association Choisir. Elle a donc plus de temps pour s'engager de nouveau localement à la section PS de Saint-Nazaire. Début 2010, Violaine a eu la grande joie de voir l'Assemblée nationale voter une résolution pour l'application en France de la Clause de l'Européenne la plus favorisée. *« J'ai assisté au vote et ce fut très émouvant : l'aboutissement enfin reconnu d'années de combat militant. Mais tant que la droite sera au pouvoir, cette proposition de résolution, je le crains, ne sera qu'un vœu pieux. »*.

Tout récemment, elle a travaillé à la demande de Benoît Hamon au sein de la Convention « égalité réelle » : elle y a coordonné les travaux concernant le travail des femmes. À ce propos, elle est indignée par la réforme des retraites qui vient d'être votée : *« Elle pénalise encore davantage les femmes qui travaillent en moyenne 11 ans de moins que les hommes et représentent 80 % des allocataires du minimum vieillesse »*. Violaine a donc lutté contre cette « réforme » au sein de l'intersyndicale de Saint-Nazaire, notamment à la raffinerie. *« Ce fut un mouvement magnifique avec une union des travailleurs et des sans emploi, un esprit solidaire, structuré politiquement et responsable. Même si nous n'avons pas gagné, nous avons tissé des liens entre public et privé et il ne faut pas que la gauche passe à côté des attentes de ceux qui se sont battus pour sauvegarder le progrès social. Nous sommes le seul pays d'Europe à faire travailler les gens 42 ans pour une retraite à taux plein, c'est un recul »*.

Militante féministe éprise de justice sociale, elle espère que le PS gagnera en 2012 *« à condition d'écouter les classes populaires qui se sont éloignées de nous »*.

À lire : le livre *« La clause de l'Européenne la plus favorisée »* coordonné par Violaine et paru aux éditions des Femmes.

/// Agenda

• Forum des tanneurs

Le coup d'envoi de la nouvelle saison du « Forum des Tanneurs » sera donné le lundi 6 décembre à 20 h 30 à la Fédération avec une conférence-débat sur « Les libertés publiques bafouées ». Avec la participation de Pierre Tartakowski, Vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme, et Dominique Raimbourg, Député.

• Les services publics en danger ?

Réunion publique organisée à Clisson sur le thème « Les services publics sont-ils en danger ? », le mardi 7 décembre à 20 h 30 à l'Espace St-Jacques (rue du Docteur Duboueix) avec Michel Vergnier, Député-maire de Guéret et initiateur de la grande manifestation de défense des services publics en mars 2005. Débat ouvert à tous, à l'initiative de l'association « Vivre à Clisson ».

• Conseil fédéral

Le Conseil fédéral aura lieu le lundi 13 décembre à 20 h à la Fédération.

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 24/11/10

PRESSE URGENTE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44 000 NANTES
Tél. 02 40 20 63 00 - Fax 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralepois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédacteur en chef adjoint : Romain Mercière
Rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : François Caillaud, Philippe Grangeaud
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par Parenthèses
N° CPPAP : 0914 P 10751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3 300 ex.